

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 4 NOVEMBRE 2014

Envoyé en préfecture le 03/12/2014

Reçu en préfecture le 03/12/2014

DELEGUES :	Affiché le	SEBA EAU
Nombre		79
Quorum		40
Présents		42
Pouvoirs		6
Votants		
Abstentions		
Suffrages exprimés		
Majorité requise		
Pour		
Contre		

### **OBJET : N° 1.5 – FINANCES – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2015 -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

#### Titulaires présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / VENDEVILLE Patrice (Banne) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian(Chandolas)/ MME MOUTERDE Hélène (Chassiers) / M. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruziers) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / MM. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc)
	<b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> MM. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes) / PONTHER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) /

#### Titulaires ayant donné procuration :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) à Mme MOUTERDE Hélène M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. MARC Christian Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / à M. LACROTTE Robert M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. LAURENT André	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> M. BACCONNIER Jean-Claude à M. PASCAL Jean
	<b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> M. MANENT Pierre (CDC Vinobre) à M. PONTHER Jean-Yves

#### Titulaires excusés :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u></b> MM. MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / CHAMBON Roland (Lachapelle S/s Aubenas) / CHARRON Claude et ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / RISSE Michel (Malbosq) / PETROLACCI Raymond (Prunet) / GIBERT Alain (Rocles) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / ROURISSOL Denis (St Privat) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / SOUTEYRAND Marc (Ucel) / GRASSET Guillaume (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DURIEU Jean-Marie <b><u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u></b> Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche)
---	---

#### Titulaires absents :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ROSE Hermand et Mme AMET Maryse (Largentière) / MM. VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / M. PERBOST Serge et Mme MESSAoudi Simone (Ruoms) / MM. SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (Saint Julien du Serre) / JAUFFRE Michel (Saint Pierre de Colombier)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pont d'Arc) <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u></b> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u></b> MM. FALLOT Joseph et LADREYT Jean-Pierre
---	---

#### Suppléants présents avec voix délibérative :

<b><u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u></b> MM. VAN DYCK (Rocles) / MARC Christian (Ruoms) / ROGIER Jean-Marc (St Privat) / BOYER Joël (Ucel) / LAURENT André (Vinezac)	<b><u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN :</u></b> M. DEVOS Benoît
---	---

La Secrétaire de séance est : Mme TAULEIGNE Lise.

- 1/4 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

**OBJET : N° 1.5 – FINANCES – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2015 -**

Conformément à la réglementation, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2015 et, éventuellement, les exercices suivants. Dans ce dernier cas, il s'inscrit dans la logique de Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui s'appuie sur l'Etude Financière Prospective (EFP) du Cabinet Michel KLOPFER actualisée pour la période 2015-2020.

Le DOB permet également au Président de faire connaître ses propositions budgétaires prioritaires et les modifications à apporter par rapport au(x) budget(s) antérieur(s). Ainsi les propositions ou modifications relatives aux Autorisations de Programmes et de Crédits de Paiements (AP/CP) peuvent être présentées lors de ce débat.

En aucun cas, le DOB ne peut être un pré-budget avec chiffrage des différents postes budgétaires sauf pour certaines données connues (dette, annuités, etc.). Les éléments d'information communiqués et les orientations présentées doivent susciter le débat pour dégager une validation totale ou partielle, des amendements et des propositions, voire des contre-propositions.

Des informations sous forme de graphes, camemberts et autres illustrations, seront projetées et explicitées en séance, de sorte que les éléments communiqués donnent la tonalité générale de l'économie du futur projet de Budget Primitif 2015.

➤ **QUELQUES BREFS RAPPELS -**

En raison des difficultés passées, il faut garder à l'esprit que le SEBA a pris des décisions importantes qui ont eu des conséquences fortes et durables sur sa politique en général et sur ses budgets en particuliers. On peut ainsi rappeler :

- le maintien de la part syndicale du tarif depuis 1995 pour l'AEP et depuis 2008 pour l'Assainissement, (et même une légère baisse en 2013 dans le cadre des avenants aux contrats de Délégation de Service Public ; en d'autres termes, la part syndicale du tarif de l'eau et de l'assainissement n'a pas augmenté depuis de nombreuses années alors que dans le même temps l'inflation s'est accrue de 26.72 % (janvier 2000- octobre 2014). C'est autant d'efforts qui ont été ainsi épargnés à l'usager qui a dû supporter par ailleurs les effets pondérés de la clause d'actualisation des contrats DSP et une forte augmentation des taxes (TVA) et redevances de l'Agence de l'Eau RMC. Au total, le prix de l'eau assainie sur la base de 120 m<sup>3</sup> a cru très faiblement en 10 ans. Reste que ce prix est très élevé et ne peut être augmenté inconsidérément.
- le réaménagement de la dette, le recours à un crédit revolving puis à un emprunt à taux variable ont permis au SEBA de retrouver à partir de 2009/2010 de nouvelles marges de manœuvre pour investir. Le Capital Restant Du est passé de 25 000 000 € en 2007 à moins de 15 000 000 € en 2015 et l'annuité sur la même période est passée de l'ordre de 3 M € à 2 M €.
- l'établissement de conventions financières avec les collectivités adhérentes pour la réalisation d'investissements à enjeu local (extension ou renforcement des réseaux) en conformité avec l'article L.2224-2 du CGCT et la réglementation de l'urbanisme. Le taux d'intervention nominal du SEBA sur les investissements à enjeu local est passé progressivement de 0 % en 2008 à 30 % en 2010 pour arriver à 50 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le SEBA est sorti du système dérogatoire, la contribution de 50 % réclamée au seul titre de l'extension d'urbanisme trouvant son explication dans le fait que le SEBA ne demande pas le reversement d'une part de la Taxe d'Aménagement au titre de ses compétences.

➤ **DIFFERENTS ELEMENTS AYANT UN IMPACT SUR LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE 2015 -**

La réalisation des investissements dans les années à venir, dorénavant inscrite dans un PPI, oblige le SEBA à prendre en considération divers facteurs externes qui s'imposent à lui ainsi que des facteurs internes déterminés par l'évolution des tarifs applicables à la part syndicale qui s'imposent ou qui sont librement choisies.

✓ **Les facteurs externes qui s'imposent au SEBA :**

- Une inflation proche de 2 % depuis 2010 et en net recul en 2014 : 0,4% ;
- Une baisse importante de la consommation annuelle tant en 2013 qu'en 2014, suite aux conditions climatiques peu propices et par voie de conséquence une baisse des recettes liées à la part variable ; la part abonnement joue un effet amortisseur et contrebalance favorablement cette baisse en raison des recettes nouvelles liées à l'application des abonnements multiples depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ;
- Des conditions d'accès aux crédits pour les collectivités publiques, contraignantes jusqu'alors, deviennent plus intéressantes sans toutefois revenir à celles des années d'avant crise (marges bancaires en baisse mais encore trop élevées, apparition de nouvelles offres sur des durées plus longues mais relativement onéreuses, recours aux prêts à taux variable et aux lignes de trésorerie encore confidentiel). S'ajoute la nécessité de s'assurer que les banques acceptent de prêter avant d'engager les dépenses d'investissement, une contrainte à laquelle il faut s'astreindre sous peine de se retrouver en déficit en fin d'exercice ;
- Plus encore que les années précédentes, le niveau des aides extérieures, les subventions en particulier, sera, au mieux, maintenu en raison des contraintes qui pèsent sur les collectivités publiques. Notamment, le SEBA n'est plus éligible depuis 2013 à la DETR pour les investissements touchant au service des eaux et au service assainissement ;
- A contrario, le gel des salaires dans la fonction publique limitera l'évolution de la masse salariale.

Au total, et suivant la tendance observée depuis plusieurs années, ces facteurs externes présentent globalement un caractère peu favorable pour le SEBA comme d'ailleurs pour les autres collectivités publiques en raison de la combinaison de ces éléments plutôt pénalisants (baisse des consommations et des aides publiques).

✓ **Les facteurs internes générés par le SEBA :**

- L'adoption des avenants N°4 aux contrats de délégation de service public a généré depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 des charges supplémentaires et/ou des transferts de charges et une baisse des tarifs syndicaux ;
- la maîtrise des dépenses de fonctionnement demeure la clé de voûte de la politique d'investissement engagée depuis 2010 ; à cet égard, le non renouvellement d'un agent contractuel et d'un emploi avenir en 2014 entre dans cette logique ; a contrario, le recrutement à mi-temps d'un technicien titulaire polyvalent y déroge du fait de la demande de deux temps partiels au Bureau d'Etudes (recrutement d'un agent contractuel à mi-temps infructueux) ;
- le réaménagement de la dette réalisé en 2009 auquel s'ajoutent le recours à un prêt à taux variable extrêmement favorable (3,7 M€ sur 22 ans sur l'index Euribor 1 mois [0,007% en octobre + 0,29% de marge]) ainsi que l'absence de recours à l'emprunt en 2012, 2013 et 2014 ont redonné au SEBA une capacité d'investissement supplémentaire ; ainsi le profil de la dette 2015 montre un encours de la dette inférieur (15 M€ en 2015 contre 16,2 M€ en 2014) et une annuité qui devrait s'établir sous la barre des 2 M€, soit un niveau jamais atteint depuis une décennie ;
- le prix de l'eau (5,78 euros TTC /m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> juin 2014) reste très supérieur à la moyenne nationale ; même si ce prix est quasiment identique à ce qu'il était avant le nouveau contrat de délégation de service public (5,63 euros TTT/M au 1<sup>er</sup> janvier 2007) ; toute augmentation significative du prix de l'eau au robinet aura un impact psychologique négatif sur les usagers qui ne comprendraient pas alors qu'ils font des efforts pour réduire leur consommation et qu'ils soient contraints de supporter une augmentation tarifaire pour permettre l'équilibre budgétaire même si la tendance à long terme devra intégrer la couverture des charges fixes (plus de 80 % des charges du service). La mise en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 de l'abonnement multiple pour compenser la baisse des recettes liée à une consommation moindre n'a pas été sans mal et montre si besoin est que tout nouvel effort demandé à telle ou telle catégorie d'usagers doit être mûrement réfléchi, expliqué et accompagné. Cette baisse continue et plus marquée au cours des deux derniers exercices de la consommation individuelle des usagers oblige prioritairement à rechercher des gains de productivité en interne (qui ont cependant des limites) et/ou à réduire des investissements ou à en différer leur réalisation (derniers recours) et secondairement à réaménager les tarifs ;
- le Programme Pluriannuel d'Investissement mis en place depuis 2008 a été ajusté annuellement pour tenir compte des réalisations et de l'engagement de nouvelles opérations ; le taux de réalisation (extrapolé) 2014 ressort autour de 49 % et reste très inférieur à l'objectif de 65% fixé dans l'étude financière prospective, malgré son doublement par rapport à 2012 ; reste que le volume des travaux réalisés et mandatés est satisfaisant avec 7,4 M€ ;

L'ensemble des éléments présentés et amendés dans les différentes instances syndicales a fait l'objet, en interne, d'un travail de compilation, de récolement, sous-budget par sous-budget, en distinguant les dépenses et les recettes et en établissant un précompte administratif 2014.

## PROPOSITIONS D'ORIENTATIONS 2015

➤ **Propositions d'orientations d'application immédiate :**

- **vis-à-vis des usagers :**
  - pas d'augmentation des tarifs de base A.E.P. et Assainissement Collectif ;
  - interrogation pour une prise en compte ou non de l'inflation ;
  - revalorisation des tarifs du SPANC ;
- Suppression progressive du tarif dégressif ;
- **vis-à-vis des collectivités-membres :**
  - maintien du dispositif antérieur avec clarification des priorisations ;
  - délibération à prendre au titre de l'article 6.2.2 aux statuts modifiés – « consommation minimale tant annuelle qu'estivale » pour les collectivités du SEBA Production ;
  - idem pour les demandes de souscriptions nouvelles ;
  - délibération à prendre au titre de l'article 6.2.3 aux statuts modifiés – « dépassements journaliers récurrents – pénalités » pour l'ensemble des collectivités adhérentes.

➤ **Réflexions engagées sur :**

- expérimentation de « tarification sociale » et/ou « traitement social de la facture d'eau » ;
- mutualisation du SPANC.

➤ **Propositions d'orientations en matière d'investissement :**

- prise en compte des éléments de l'Etude Financière Prospective 2015-2020 ;
- actualisation du P.P.I. 2015-2020 ;
- poursuite du schéma directeur d'eau potable du territoire « Tanargue » et mise en œuvre du Schéma Directeur d'Eau Potable de la Basse Vallée du Chassezac ;
- Mise en œuvre du Plan Stratégique d'Assainissement.

**Pour la Sigalière :**

- Pas d'opération particulière nouvelle.

## **SEBA Eau potable Production :**

L'année 2014 voit s'achever les travaux relatifs à la « 15<sup>ème</sup> tranche Pont-de-Veyrières », avec la mise en service du réservoir de 4 000 m<sup>3</sup> à Labégude. L'année 2015 et les suivantes seront donc, sauf modification du périmètre syndical, consacrées à optimiser les infrastructures existantes, notamment par :

- Une meilleure gestion de la conduite ossature avec une régulation au niveau des postes de livraison ou en entrée des réservoirs de tête (application des dernières dispositions statutaires) ;
- Le suivi de la qualité de la ressource de Gerbial en vue d'un éventuel traitement en cas d'augmentation de la capacité de pompage.

## **SEBA Eau potable Production et distribution :**

L'année 2015 portera là aussi sur l'optimisation des ouvrages existants :

- poursuite de la mise en place administrative mais aussi technique des périmètres de protection sur les captages (AP/CP en place de ...€HT) ;
- engagement des travaux de restructuration de la station de production de Laboule (1 800 000 € HT) ;
- début du programme triennal de renouvellement de conduites (300 000 € HT/an) ;
- premiers travaux de réhabilitation du génie civil de réservoirs ;
- poursuite des travaux de supervision pour le suivi en temps réel du fonctionnement des réseaux.

## **SEBA Assainissement :**

Un travail important devrait se tenir durant l'année 2015 pour réviser les zonages d'assainissement et finaliser le recensement des propriétés raccordées, raccordables ou relevant d'un assainissement non-collectif.

La demande pour des extensions des réseaux de collecte restant soutenue, des critères de priorisation seront à fixer.

## **Assainissement collectif :**

2015 verra l'année du lancement des deux opérations-phare de la présente mandature, à savoir le début des travaux des deux ouvrages structurants que sont les stations d'épuration intercommunales de Saint-Privat et de Ruoms et des réseaux correspondants dont l'estimation s'établit à quelque 16 millions euros HT.

S'y ajoute la poursuite des travaux d'amélioration des réseaux de collecte (réduction des eaux parasites) à Meyras, Lalevade, Labégude, Chassiers, et sur le secteur de Ruoms ainsi que les études pour ceux prévus sur le réseau de Largentière.

## **Assainissement non collectif :**

- Le contrôle des installations existantes s'achève (85 à 90 % réalisé) ; l'évolution du service est à discuter, notamment dans le cadre d'une mutualisation avec les communautés de communes déjà adhérentes au SEBA ou susceptibles de le devenir ;
- La poursuite des programmes de réhabilitation d'installations individuelles, le SEBA étant le relais et support technique et financier entre l'Agence de l'Eau et chaque particulier.

## **DEBAT**

Sur ces bases, le débat d'orientation budgétaire est ouvert. Il appartient aux membres du Comité Syndical de se positionner sur les propositions faites, de les critiquer ou de les amender éventuellement, voire de faire de nouvelles propositions.

Le Comité Syndical, après débat, est appelé à prendre acte de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2015.

**Le Comité Syndical, après débat, prend acte de la présentation du Débat d'Orientation Budgétaire 2015.**

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL